

Insécurité : un mal persistant

Article rédigé par *Liberté politique*, le 03 février 2023

En baisse à la faveur des confinements et autres restrictions des libertés, la délinquance repart à la hausse. Un nouvel échec pour Emmanuel Macron et son ministre de l'Intérieur Gérard Darmanin.

Des chiffres calamiteux

Le rapport du ministère de l'Intérieur est accablant : cambriolages, agressions, vols et violences sexuelles... : tous les voyants sont au rouge. Une hécatombe après l'accalmie « covidienne ». Les chiffres pour 2022 sont pires que ceux de 2019 : si les violences sexuelles connaissent un accroissement de 11,4 %, les violences intrafamiliales ont quant à elles bondi de 16,9 % ! Il faut aussi compter sur une hausse de 30,3 % pour les vols d'accessoires sur voitures et 3,6 % pour les trafics de stupéfiants. Enfin, avec près de 8 % d'homicides supplémentaires, Gérard Darmanin, reconduit comme premier flic de France, porte une lourde responsabilité dans ce bilan plus qu'alarmant. Roquet bruyant mais bien inefficace, il manie les slogans mais porte un bilan déplorable.

Les limites du « en même temps »

Empêtré dans un logiciel centriste, le gouvernement oscille entre volonté affichée de fermeté et laxisme judiciaire. Le binôme que forme le ministre de l'Intérieur avec le Garde des Sceaux Éric Dupont-Moretti est l'illustration même de cette ambiguïté. À une sénatrice LR qui l'interrogeait sur les mauvais résultats du rapport, le ministre de la Justice plaidera ainsi que l'évocation de la délinquance relevait de la « gageure ». Une pirouette qui contraste avec les appels répétés à la « fermeté » de l'ancien édile de Tourcoing. Un coup à droite, un coup à gauche mais toujours loin du réel (comme en politique étrangère), Emmanuel Macron brouille les pistes et est inaudible.

Société de crimes et de surveillance

La tendance lourde d'augmentation de l'insécurité est couplée à un accroissement des outils de contrôle de la population. Au pass sanitaire de la séquence COVID, s'ajoute l'installation des caméras « augmentées » pour les olympiades de Paris 2024 : le Sénat autorisait le 25 janvier dernier la mise en place de la vidéoprotection par intelligence artificielle. Censée durer jusqu'au 30 juin 2025, l'expérience destinée à servir durant les Jeux Olympiques est donc déjà pérennisée par-delà la date de cet événement sportif. Cette batterie d'expérimentations sécuritaires annoncées temporaires, dont même la CNIL condamne la « *multiplication disproportionnée* », risque en effet de devenir coutumière...

